



**HAL**  
open science

## Tri des migrants, racisme et solidarités aux frontières européennes : enquêtes en Pologne

Giulia Breda, Swanie Potot

► **To cite this version:**

Giulia Breda, Swanie Potot. Tri des migrants, racisme et solidarités aux frontières européennes : enquêtes en Pologne. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 2024, 40 (2-3), pp.149-169. halshs-04719921

**HAL Id: halshs-04719921**

**<https://shs.hal.science/halshs-04719921v1>**

Submitted on 16 Oct 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

## Tri des migrants, racisme et solidarités aux frontières européennes : enquêtes en Pologne

Giulia Breda<sup>1</sup> et Swanie Potot<sup>2</sup>

Paru dans la Revue Européennes des Migrations Internationales REMI, vol.40, n°2-3, pp.149-169.

« *It is a schizophrenic situation: On the one hand we are treated as terrorists, on the other as heroes of the humanitarian caravan.* »<sup>3</sup> C'est ainsi que la représentante d'une association polonaise de soutien aux étrangers décrit la situation qu'elle vit dans son pays. Elle fait référence à l'attitude contrastée du gouvernement polonais, et plus largement de l'opinion publique nationale et internationale, vis-à-vis des personnes engagées dans le soutien aux exilés aux frontières est de la Pologne. Dans leur partie nord, bordant la Biélorussie, l'État polonais a construit un mur, légalisé les *pushbacks* et criminalisé les réseaux solidaires. Au contraire la frontière sud, le long de l'Ukraine, est devenue le théâtre hyper médiatisé de la solidarité européenne vis-à-vis des réfugiés ukrainiens victimes de l'invasion militaire russe arrivant en Pologne. Le différentiel de traitement entre les migrants issus d'anciennes colonies, objets du racisme et instrumentalisés par le régime biélorusse, et les migrants perçus comme blancs et chrétiens quittant l'Ukraine, explicite les sous-entendus de l'imaginaire migratoire européen.

Du point de vue des Border Studies, cet espace d'environ 1 000 km de long présente un intérêt tout particulier, car s'y expriment de façon paroxysmique la fonction de filtre (Streiff-Fenart, 2018) et les transformations physiques, symboliques et sociales de la frontière (Mezzadra et Neilson, 2013).

---

1 Sociologue, docteure, Université Côte d'Azur, CNRS, IRD, Université Paris Cité, URMIS (membre associée), Nice, France ; membre de l'Institut convergences migration ; <https://orcid.org/0000-0001-9854-6260> ; [giulia.breda@univ-cotedazur.fr](mailto:giulia.breda@univ-cotedazur.fr)

2 Sociologue, directrice de recherche, CNRS, Université Côte d'Azur, URMIS, IRD, Université Paris Cité, Nice, France ; [Swanie.Potot@unice.fr](mailto:Swanie.Potot@unice.fr)

3 Entretien réalisé le 8 juillet 2022, Varsovie.

Les deux enquêtes que nous y avons menées<sup>4</sup>, sans constituer un véritable terrain de recherche, autorisent une mise en perspective des continuités et discontinuités dans la gestion des flux migratoires. Elles mettent en évidence la façon dont l'État polonais, en première ligne de l'Union européenne (UE), construit et justifie des politiques publiques divergentes concernant l'accueil des réfugiés et permet d'observer comment, sur le terrain, les acteurs de la solidarité font face à ces politiques différenciées.

## La Pologne, un pays aux confins de l'UE

Parmi les États européens, on retrouve une quasi-unanimité, tant dans l'ouverture soudaine à l'accueil des Ukrainiens que dans le rejet, depuis vingt-cinq ans, des migrations venues d'ailleurs. Si une politique migratoire semble portée par l'UE<sup>5</sup>, elle est peu ou prou le reflet de la position de chacun des États. Pourtant, dans chaque territoire confronté aux questions migratoires, le problème public s'insère dans une réalité sociale, historique et politique particulière, qui détermine l'expérience de la frontière non seulement pour les migrants, mais également pour les sédentaires qui y prennent part (Giliberti et Potot, 2021a). Sans négliger l'influence internationale, il est en cela important de saisir le contexte polonais pour comprendre ce qui se joue à ses frontières.

La Pologne est un pays au nationalisme contrarié, qui a plusieurs fois disparu de la carte du fait des occupations allemande et russe, et s'est largement illustré dans l'histoire de l'antisémitisme, se trouvant rejeté parmi les perdants les plus stigmatisés de la Seconde Guerre mondiale (Potel, 2009 ; Tokarska-Bakir, 2008). Ce « nationalisme victimaire » (Klaus, 2020 : 86), appuyé par l'Église catholique, renforce le sentiment de légitimité de la population majoritaire à protéger son pays de potentielles invasions étrangères. Ces dernières sont présentées par l'État polonais comme la cause de la fin de la coexistence pacifique de populations différentes et justifient des

---

4 Il s'agit d'une semaine en janvier 2022, durant laquelle les deux autrices se sont rendues à Varsovie et dans la région de Białystok, suivie de dix jours en juillet 2022 lors desquels Giulia Breda a enquêté dans les régions frontalières proches de Białystok puis de Lublin, notamment à Medyka. Ces terrains exploratoires ont permis de rencontrer différents acteurs de la société civile, certains dans leurs bureaux de Varsovie et à Lublin, d'autres dans la zone des frontières biélorusse et ukrainienne. Le choix de limiter les entretiens aux acteurs de la société civile a été fait d'une part pour leur plus grande disponibilité par rapport aux représentants des institutions polonaises, et d'autre part pour ne pas contribuer à attirer encore plus l'attention sur leurs activités par notre travail d'enquête. Nous avons également décidé de ne pas discuter des récents traumatismes vécus avec les personnes en migration. Des observations ont été menées à la frontière avec la Biélorussie dans la forêt de Białowieża et au poste de frontière de Medyka avec l'Ukraine.

5 Le nouveau Pacte sur la migration et l'asile est entré en vigueur le 11/06/2024 : [https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/pact-migration-and-asylum\\_en](https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/pact-migration-and-asylum_en)

discriminations durables. Ainsi, le prolongement de la politique antisémite sous le communisme est passé sous silence et certains auteurs considèrent que les politiques valorisant le multiculturalisme des années 1990 se sont limitées à la valorisation du folklore des minorités tout en continuant à minoriser certaines populations au profit du groupe catholique dominant (Pasięka, 2014). Les processus de marginalisation au sein de ce pays sont à expliquer à la lumière d'une histoire faite d'une double domination : la colonisation russe venue de l'est et l'hégémonie de l'Europe occidentale sur son flanc ouest (Piekut *et al.*, 2014). L'entrée dans l'UE en 2004 a transformé non seulement ses frontières orientales en bordures externes de l'UE, impliquant un renforcement et une technologisation des contrôles, mais elle a également eu pour conséquence l'adoption de la politique migratoire européenne. Malgré ses besoins en main-d'œuvre — notamment agricole — la Pologne a dû « fermer » ses frontières, imposer des visas à de nombreux ressortissants de pays tiers et se doter de moyens de contrôle qui n'avaient jusqu'alors aucune nécessité, la Pologne n'étant pas touchée par une forte immigration (Bioteau et Michalon, 2008). Au contraire, le mouvement des populations souhaitant quitter le pays était lui fortement contrôlé durant la période communiste jusqu'à la libéralisation de la loi sur le passeport en 1990 (Kicingier *et al.*, 2007b). Comme l'explique Klaus (2020), ces réformes concernant la gestion des mobilités ne furent pas, à l'époque, au centre des débats politiques et furent traitées de manière technique par quelques hauts fonctionnaires. C'est à partir de ce qui a été présenté en Europe comme une « crise migratoire » en 2015 que le parti d'extrême droite Droit et Justice impose la thématique dans le débat public, jouant sur la peur d'une invasion musulmane, dans un but électoraliste, et ce malgré le faible nombre de réfugiés enregistrés en Pologne.

Depuis cette période, le sujet est au cœur de la politique polonaise ; il semble emblématique de la position radicale des pays du groupe de Visegrád<sup>6</sup> et s'inscrit dans une dynamique européenne guère plus ouverte. La barrière polonaise construite en 2022 n'est que la dernière des 2 000 km de clôtures frontalières en Europe<sup>7</sup>. En octobre 2021, douze pays (Autriche, Bulgarie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Grèce, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Pologne et Slovaquie) ont signé une lettre adressée à l'UE pour demander le financement de la construction de murs à leurs frontières. Le refus de la Commission reste symbolique, car si elle ne finance pas de murs, elle aide à l'acquisition de moyens techniques beaucoup plus sophistiqués.

---

6 Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie. Voir <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/groupe-de-visegrad>

7 Voir le rapport du Parlement européen : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2022/733692/EPRS\\_BRI\(2022\)733692\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2022/733692/EPRS_BRI(2022)733692_EN.pdf)

Si la politique polonaise est en phase avec les tendances européennes, elle est également le fait d'une droitisation accrue de la société<sup>8</sup> et de ses dirigeants depuis 2015, avec pour corollaire une société de plus en plus clivée entre une tendance progouvernementale, catholique et réactionnaire — qui a quasiment aboli le droit à l'avortement, créé des « zones libres d'idéologie LGBT »<sup>9</sup> ou porté le retrait de la Pologne du traité européen sur les violences faites aux femmes — et une vaste tendance de gauche de plus en plus mobilisée et criminalisée. Dans ce contexte, que le journal *Le Monde* qualifie de « révolution conservatrice permanente »<sup>10</sup>, la question migratoire a pris un écho nouveau à l'été 2021, avec l'arrivée de plusieurs dizaines de milliers de migrants sur son front est, suivie en 2022 de plusieurs millions d'Ukrainiens.

## Instrumentalisation politique et répression à la frontière biélorusse

À partir de juin 2021, la frontière polono-biélorusse, jusque-là concernée par quelques centaines de tentatives de passages irréguliers par an, est devenue le théâtre de l'arrivée de nombreuses personnes sans titre de voyage en règle, estimées jusqu'à 3 000 par mois<sup>11</sup>.

### Une migration politiquement orchestrée

Ces arrivées soudaines sont le fait de personnes encouragées à passer par des agences de voyages en lien avec le gouvernement de Biélorussie, et proposant des parcours *all-inclusive* avec visas et billets d'avion depuis de nombreux lieux de départ jusqu'aux frontières polonaise et lituanienne via Minsk. Le public concerné est initialement originaire du Moyen-Orient (Égypte, Syrie, Yémen, Afghanistan, Irak, Pakistan, Inde), mais les provenances se sont différenciées par la suite avec des personnes venues de pays africains (Cameroun, Maroc, Soudan,

---

8 Cet article a été écrit en 2022, il ne tient donc pas compte des évolutions électorales suivantes.

9 L'UE s'est émue de ce geste politique et, en réponse, s'est proclamée en mars 2021 « zone de liberté » pour les personnes LGBT.

10 Iwaniuk Jakub (2022) En Pologne, le parti national conservateur au pouvoir prend en main l'éducation, *Le Monde*, 22 janvier.

11 Gupa Granica (2021) *Humanitarian Crisis at the Polish-Belarusian border*, [online]. URL: <https://www.migracje.uw.edu.pl/wp-content/uploads/2022/01/Spotlight-DECEMBER-2021-2.pdf>

Ghana, Gambie, Togo, Sénégal, Tunisie, du Mali, d'Érythrée, du Congo, etc.)<sup>12</sup>. Selon les estimations officielles, entre 10 000 et 20 000 personnes ont rejoint Minsk en 2021 pour se rendre dans les pays d'Europe occidentale.

Ainsi, si la maîtrise des migrations est depuis longtemps l'objet de tractations entre l'UE et des pays tiers (El Miri *et al.*, 2023), c'est un nouveau cas dans l'instrumentalisation de la question migratoire. Le chef d'État biélorusse construit de toute pièce une route migratoire pour exercer une pression sur ses voisins. C'est en effet pour voir lever les sanctions qui touchent ses dirigeants<sup>13</sup> depuis la réélection controversée de Viktor Loukachenko en août 2020 que la Biélorussie crée ce point de pression sur l'UE. L'instrumentalisation de la question migratoire, souvent à l'œuvre dans les pourparlers avec les pays nord-méditerranéens (Rodier et Morice, 2010), suscite ici des réactions du Conseil européen, qui condamne publiquement toute tentative d'utilisation des migrants à des fins politiques par des pays tiers. Telle est la situation au début de la « guerre hybride », qui est probablement moins une « revanche » contre l'UE, comme le décrivent alors de nombreux médias, qu'une offensive visant à provoquer un changement dans le rapport de force jusqu'alors défavorable au président biélorusse.

Face à ce que Charles Michel, ancien président du Conseil européen, qualifie alors de « guerre hybride »<sup>14</sup>, le Conseil européen s'alarme de la situation et annonce une aide supplémentaire par la mobilisation de l'Agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes (Frontex), du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), d'Europol et de leurs agents, experts et équipements techniques. La première réaction de l'UE est de soutenir ses États membres s'opposant à l'accueil de personne en quête de protection. Il ne s'agit pas de répondre à l'urgence humanitaire, mais de renforcer la protection des frontières pour se défendre contre la provocation biélorusse.

Pour la Pologne, la situation va constituer une opportunité de regagner une place de choix parmi ses partenaires européens. Si depuis plusieurs années elle est mise au ban par la Commission

---

12 Les personnes rencontrées sur le terrain nous ont parlé également d'individus arrivés de Cuba et d'autres pays très éloignés des routes migratoires classiques traversant cette région.

13 <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-against-belarus/>

14 Déclaration de Charles Michel 17/11/2021 : « C'est une guerre hybride, car elle conjugue la violence des armes avec le poison du mensonge » (<https://news.un.org/fr/story/2022/09/1127811>). Le concept de guerre hybride trouve sa source dans le jargon de la stratégie militaire. Si la guerre régulière se définit par un front de guerre, un contrôle étatique sur les actions militaires, et une séparation nette entre sphère civile et militaire, la guerre hybride, si elle respecte certains des principes de la guerre régulière en viole d'autres (Tenenbaum, 2015). Ce terme est discuté au sein des études spécialisées, nous le reprenons dans le reste du texte pour souligner l'utilisation de civils comme arme de guerre de la part des deux États impliqués.

qui critique sa politique populiste, la question migratoire lui permet de redorer en partie son blason : la répression musclée mise en place par ce régime lui permet d'apparaître comme un bon élève en matière de lutte contre les migrations, soulageant les autres États de cette « menace ».

## Guerre hybride et errances migratoires

La rhétorique de la « guerre hybride » a commencé à Usnarz Górny, petit hameau de Podlachie. En août 2021, un groupe de trente-deux personnes en provenance d'Afghanistan (neuf hommes, vingt-et-une femmes et deux enfants) furent stoppées dans un no man's land entre la Pologne et la Biélorussie, les gardes-frontières polonais leur refusant le droit d'entrer sur son territoire, les gardes-frontières biélorusses leur interdisant de revenir vers Minsk. Cette situation, dont les photos ont fait le tour du monde, a enclenché non seulement la médiatisation de ce phénomène, mais également l'élan de solidarité et la mobilisation des autorités polonaises sur le sujet.

L'association Fundacji Ocalenie et quelques activistes<sup>15</sup> tentent de soutenir ce groupe qui se retrouvait sans contact avec l'extérieur depuis onze jours. Malgré les consignes des gardes-frontières polonais interdisant à toutes personnes de se rapprocher des exilés, les défenseurs de ces derniers arrivent à leur offrir quelques subsides et des moyens de communication, tout en essayant de leur faire passer discrètement des formulaires de demande d'asile. Après un premier échec, ces activistes, au nombre desquels des avocats et des parlementaires de l'opposition communiquent alors avec les exilés par mégaphones, en mobilisant les médias, donnant un écho national à l'événement et dénonçant le non-respect du droit d'asile.

La situation, présentée par le gouvernement comme un problème diplomatique relatif à un différend quant au tracé exact de la frontière, perdure deux mois, jusqu'à ce que les actes de rébellion se multiplient au sein du groupe retenu et qu'il soit, d'après nos informateurs, « *abducted by Polish border guards and expelled to Belarus a little further south* »<sup>16</sup>. Cette pratique de *pushback*, illégale selon le droit européen dans la mesure où elle ne permet pas aux personnes de procéder à une demande d'asile, mais devenue courante sur le pourtour de l'UE, a été légalisée en Pologne par une loi votée le 14 octobre 2021 sans que la Commission européenne ne s'en émeuve<sup>17</sup>.

---

15 Nous reprenons ici le terme employé par nos interlocuteurs sur le terrain, lors de nos échanges en anglais.

16 Entretien réalisé le 8 juillet 2022, Varsovie.

17 Pour approfondir, ici le lien de l'arrêt Hirsi de la CJUE : [https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:\[%22001-109230%22\]}](https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:[%22001-109230%22]}) ; ainsi que la note à ce sujet de Vues d'Europe : <https://www.vuesdeurope.eu/les->

Afin de mettre en œuvre la répression des passages désormais nombreux, en évitant la présence de personnes solidaires ou de simples témoins, le Président déclare, le 2 septembre 2021, l'état d'urgence sur une bande large de trois kilomètres tout le long de la frontière avec la Biélorussie. Refusant l'aide internationale et limitant l'accès de cette « zone rouge » aux seuls habitants et aux quelques 20 000 membres des forces de l'ordre (police, armée) déployées dans le secteur, l'État polonais se donne les moyens d'agir dans l'ombre, à l'abri des yeux du public.

Dans les faits, depuis cette période, des milliers de personnes ont été poussées par les forces biélorusses vers le territoire polonais, avec menaces et violences en cas de tentatives de retour, tandis qu'elles étaient, dans le même temps, traquées et refoulées tout aussi irrégulièrement par les autorités polonaises<sup>18</sup>.

Les activistes qui, en entrant clandestinement dans la zone rouge ou en les attendant à sa bordure, leur ont porté secours durant l'hiver 2021-2022 se sont retrouvés face à des personnes épuisées, en hypothermie, malades, blessées, etc. Parce que ce passage est réputé plus facile que ceux par la mer Méditerranée, il est emprunté par des familles avec enfants, des personnes fragiles, femmes enceintes, personnes âgées, qui se retrouvent à errer durant parfois plus de quinze jours dans des forêts marécageuses et gelées en hiver par des températures pouvant atteindre -15°C (cf. Photographie 1). Les médecins qui ont reçu des personnes migrantes dans les hôpitaux de la région, témoignent de nombreuses situations critiques et constatent la réapparition du syndrome des « pieds de tranchées », gonflés par l'humidité et gelés, qui n'avait plus été vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils disent aussi leur trouble face à l'obligation de référer aux gardes-frontières toute admission de personnes étrangères dans leur établissement, afin que ces dernières soient refoulées de l'autre côté de la frontière, en pleine forêt, de nuit, pour éviter qu'ils soient aussitôt repérés par l'armée biélorusse<sup>19</sup>.

#### Photographie 1 : Marécages dans la Forêt de Białowieża

---

refoulements-de-migrants-aux-frontieres-exterieures-de-lunion-europeenne-une-pratique-en-voie-de-generalisation/

<sup>18</sup> Voir à ce sujet le film *Green Border* de Agnieszka Holland, 2024.

<sup>19</sup> Pour un approfondissement sur cette question lire : Pietrusińska (2022).



Crédit : S. Potot, janvier 2022, Białowieża.

## Des solidarités multiples et sous pression

Malgré la propagande du pouvoir (cf. Photographie 2) et les interdictions prononcées à l'encontre de toute aide à la migration, la publicisation des événements de Usnarz Górny a déclenché, dans tout le pays, un élan de solidarité sans précédent. Depuis toutes les régions de Pologne, des personnes viennent porter secours aux migrants, d'autres, sans se déplacer, contribuent à des cagnottes en ligne, tandis que sont envoyés des vivres, des vêtements ou des duvets.

Photographie 2 : Campagne « Murem za polskim mundurem » (Plein soutien à l'uniforme polonais)



Légende : Les églises qui soutiennent le gouvernement conservateur, affichent des drapeaux en soutien aux militaires à la frontière biélorusse.  
Crédit : S. Potot, janvier 2022, Białowieża.

Les actions sur place sont principalement coordonnées par le *Grupa Granica* (Groupe frontière) qui réunit des professionnels du travail social et/ou humanitaire auprès des migrants, mais également des étudiants, des juristes, des universitaires, des artistes, des médecins, etc. Il s'agit souvent de personnes jeunes, majoritairement des femmes, issues des villes, ayant un niveau d'étude supérieure et pour beaucoup entrées en militance ces dernières années, en opposition à la politique du gouvernement. On a ainsi rencontré des personnes devenues militantes par la défense de la cause LGBT, qui ont par la suite orienté leur action vers la défense des migrants ; ou encore des jeunes entrés en politique lors des mobilisations en faveur du droit à l'avortement, qui ont trouvé dans la situation à la frontière une façon de prolonger leur lutte humaniste. Dans la région, certains activistes sont également issus de la mobilisation écologiste de sauvegarde de la forêt primaire qui marque la frontière, et que le gouvernement souhaitait voir exploiter à des fins commerciales. Ainsi, la radicalisation du pouvoir conservateur a engendré une coalition de divers mouvements qui se retrouvent autour de la thématique migratoire. Ensemble, ils et elles fournissent une assistance humanitaire, juridique et médicale et œuvrent au respect des droits de l'Homme ; leur devise s'exprime parfois de la manière suivante « *Aid is legal, violence is a crime !* »<sup>20</sup>.

Le réseau met en place un numéro d'urgence téléphonique et intervient auprès des exilés tant sur le plan matériel que juridique. Qu'il s'agisse de nommer un tuteur polonais pour déposer une procédure d'asile ou de faire appel aux « mesures provisoires » de la Cour européenne des Droits de l'Homme arguant d'un risque de violation de la convention de 1951<sup>21</sup>, ce soutien est indispensable à toute personne en quête de protection. Il s'agit souvent d'une course contre la montre avec les forces de l'ordre : un recours au droit ne pourra avoir lieu que si les documents sont signés avant que les soldats ou les gardes-frontières n'interviennent.

À leurs côtés, une partie des habitants et habitantes de la zone frontalière se sont également mobilisés pour faire face à la situation qui s'est imposée à eux : l'arrivée dans leur espace de vie de personnes en grande détresse. Comme aux autres frontières où des « crises migratoires » sont créées, des habitants de la région, sans passé militant ou positionnement politique fort, deviennent malgré eux des acteurs du processus de frontiérisation (Bassi, 2015 ; Giliberti, 2018 ; Lendaro, 2018). Lorsque des migrants tapent à leur porte, si certains font appel aux autorités sans aucun échange, comme les tracts distribués par l'armée le préconisent, d'autres s'engagent dans des formes de solidarité clandestine, en hébergeant, soignant, éventuellement en

---

20 Entretien numéro 1.8, 6 janvier 2022, Hajnówka, dans une des cabanes (« bases ») dans lesquelles logent les personnes qui interviennent la nuit auprès des migrants.

21 Cette seconde voie suspend le refoulement tandis que le dépôt de demande d'asile semble parfois être simplement ignoré par les autorités en charge des reconduites à la frontière.

conduisant des personnes à quelques kilomètres de chez elles, chez un médecin ou chez des activistes.

Toutes ces personnes racontent qu'elles sont confrontées chaque jour à la criminalisation de leurs activités, craignant d'être dénoncées pour aide à l'immigration irrégulière, par des compatriotes plus zélés qu'elles. La région étant fortement militarisée, elles témoignent des contrôles multiples aux check-points routiers pour vérifier la présence d'étrangers irréguliers dans les voitures. Ces personnes, connues pas les agents de la police et de l'armée sur le territoire, subissent également des contrôles abusifs comme des verbalisations pour toute sorte de faits mineurs (état des pneus du véhicule, ceinture de sécurité, etc.). Être identifiés comme opposants au régime polonais, voire ennemis de l'État, est pour ces personnes une crainte réelle. La très sévère répression des manifestations pro-LGBT rappelle à chacun la fermeté avec laquelle le pouvoir polonais peut traiter ses détracteurs.

D'autres acteurs du « travail de frontiérisation » (Rumford, 2008) renforcent encore la pression sur les personnes solidaires. Des groupes qualifiés de paramilitaires par nos informateurs, circulant surtout de nuit en véhicules banalisés tout-terrain, interviennent par surprise et parfois de manière agressive. Ces unités non identifiées seraient, selon certains témoins, des factions spéciales de l'armée créées récemment, en charge des basses œuvres de l'État. Leur présence sur le terrain illustre la notion même de « guerre hybride », impliquant des acteurs non conventionnels qui agissent en dehors de toutes règles.

Lors de notre deuxième voyage dans la région, en juillet 2022, le mur débuté en janvier était terminé et l'interdiction de pénétrer dans la « zone rouge » avait été levée depuis le mois de juin. Une barrière métallique de plus de cinq mètres de haut, complétée par des fils barbelés, longe à présent la frontière entre les champs et la forêt, surveillée depuis des miradors et dont on ne peut s'approcher à moins de 200 mètres (cf. Photographie 3). Avec ces 180 kilomètres, entrecoupés de rivières qui forment dans certaines parties une enceinte naturelle, il s'agit actuellement du plus long mur d'Europe. Il a permis de diminuer le déploiement de forces de l'ordre du côté polonais, mais n'a pas empêché les traversées qui, à l'été 2022, continuaient à se pratiquer à travers les rivières, sous et par-dessus le mur.

Photographie 3 : Portion de mur à côté du village de Jurowlany



Crédit : G. Breda, juillet 2022, Jurowlany.

Si des acteurs et actrices de la solidarité clandestine sont toujours présents sur le terrain, ils sont toutefois moins nombreux depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022. Comme le souligne cet informateur : « *In autumn people were queuing to help, now they are not enough* »<sup>22</sup>. Une partie d'entre eux et elles, est en effet allée offrir son aide dans des conditions beaucoup plus sécurisantes, plus au sud. À la frontière ukrainienne, leur travail est légal, encadré, souvent rémunéré et socialement valorisé.

## Couloir humanitaire à la frontière ukrainienne

Entre le 24 février et le mois de juillet 2022, plus de 5 millions de personnes sont passées d'Ukraine en Pologne selon le gouvernement polonais. La Pologne, soutenue par l'UE, accueille à bras ouverts ces exilés et, contrairement au cas précédent, permet aux organisations internationales et aux ONG d'intervenir pour apporter une aide humanitaire à la frontière.

---

<sup>22</sup> Entretien numéro 2.8, 11 juillet 2022, Białystok.

## La « caravane de la crise »

À Medyka, situé sur la route entre Lviv et Cracovie, où se situe un poste-frontière piétonnier, s'est organisée la « caravane de la crise », comme la nomme une militante active à cette frontière. On y a installé des « reception centers » où les réfugiés ukrainiens peuvent se restaurer et faire enregistrer leurs demandes de protection temporaire.

Dès le poste frontière, la route est parsemée de bannières de bienvenue, de stands de distribution de nourriture et de nécessaires de première urgence ; on y trouve également des toilettes, des aires avec des tables et des chaises, un espace pour les enfants, des tentes de l'Unicef, du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de nombreuses autres organisations humanitaires (cf. Photographie 4). Des numéros de téléphone des ambassades de plusieurs pays sont affichés le long de la route pour faciliter la procédure de relocalisation vers d'autres pays.

Photographie 4 : Le couloir humanitaire au poste de frontière de Medyka



Crédit : G. Breda, 13 juillet 2022, Medyka.

Venus de différentes parties du monde, des associations à but non lucratif, mais aussi de grands groupes privés offrent des services aussi divers que le don de cartes téléphoniques ou la gratuité des appels vers l'Ukraine, la remise de vêtements de pluie ou la prise en charge et le soin des animaux de compagnie des personnes en exil.

Une fois traversé ce corridor de stands de tous ordres, les personnes qui arrivent, principalement des femmes et des enfants, sont orientées vers des acteurs leur offrant des solutions d'hébergement. Si cette prise en charge et l'acheminement vers d'autres points de chute ont été confiés principalement aux autorités locales, des acteurs très divers y contribuent également tels des associations ou des hébergeurs professionnels, des particuliers venus de toute l'Europe pour offrir une chambre ou une place sur un canapé. Ainsi, si des bus ont été mis à disposition par les municipalités pour conduire les personnes vers des hébergements collectifs — souvent des hangars — dans les villages aux abords de la frontière, des milliers de personnes se sont également vues offrir ces services par des inconnus, sans aucune supervision des autorités.

Face à cette multiplicité d'initiatives, les professionnels des services humanitaires se sont inquiétés du risque de kidnapping et d'exploitation sexuelle engendrés par l'arrivée massive notamment de femmes en situation de vulnérabilité. On a alors observé des tentatives de régulation de ces pratiques, comme la création d'un groupe Facebook qui permet de vérifier les identités. Cet élan de solidarité sans précédent et la spontanéité avec laquelle les Polonais et plus largement les citoyens et citoyennes d'Europe ont ouvert leur espace domestique a été largement médiatisé.

Ainsi, dès le mois de février, la difficulté à cette frontière n'a pas été de trouver les moyens de faire face à la crise, mais plutôt de canaliser et d'organiser la multitude d'offres et d'acteurs mobilisés.

De son côté, l'État polonais ne s'est pas contenté de gérer les flux sur place, il a également procédé à des adaptations de son droit pour recevoir ces personnes en exil dans les meilleures conditions possibles. Dès le mois de mars, il a fait publier des décrets encadrant la présence des réfugiés ukrainiens sur son territoire, leur octroyant une prime de 200 zlotys à l'arrivée, leur ouvrant des droits sociaux, médicaux et de scolarisation, offrant la gratuité des services de transport et ouvrant la possibilité d'un soutien financier pour les hébergeurs privés.

## Lublin, une ville accueillante

La ville de Lublin, qui a vu sa population passer de 20 000 à 44 000 habitants en quelques mois, est un exemple de la collaboration instaurée entre la municipalité et les associations locales (Podgórska *et al.*, 2024). Celles-ci se sont réunies au sein du collectif « *Lubelski Społeczny Komitet Pomocy Ukrainie* » (Comité social lublinois d'aide à l'Ukraine) dans le but d'apporter une aide globale et coordonnée à ce public spécifique. Ce comité a rassemblé jusqu'à 4 000 volontaires au plus fort de la crise qui, lors de notre séjour, s'était stabilisée. Des volontaires arrivés de toute la Pologne ont pu bénéficier de formations de la part de grandes organisations humanitaires internationales dans le but de standardiser les pratiques. « *Poland became one big*

NGO »<sup>23</sup> ironise ainsi une salariée de Homo Faber, une association nationale travaillant de longue date sur l'intégration des étrangers.

Ce collectif a assuré l'accueil d'environ 900 personnes dans des centres d'hébergement auxquelles il faut ajouter 1 000 personnes réparties dans des appartements privés entre le début de la crise et juillet 2022. D'autres ont été prises en charge par des particuliers. Il tente également d'apporter des services liés à la situation des personnes fuyant la guerre : soins de santé, psychologiques, juridiques, protection des personnes particulièrement vulnérables. Si les volontaires ne manquent pas, la principale difficulté reste de trouver des intervenants parlant l'ukrainien.

Les bénévoles sont eux aussi pris en charge par le collectif et s'ils refusent d'être remboursés pour leur participation aux activités de solidarité, ils sont dédommagés de leurs frais par un système de bons à utiliser dans les supermarchés. Leur travail est limité à quatre heures consécutives et ils bénéficient d'un soutien psychologique gratuit. D'après des volontaires engagés dans cette organisation, à aucun moment leurs actions n'ont été entravées par manque de financements : ceux-ci abondent tant de la part d'institutions publiques que de donations privées.

Comme dit précédemment, le flux le plus important de population est apparu entre mars et mai 2022 et la situation lors de notre passage, en juillet, était manifestement plus calme que ce qu'elle avait été. De fait, dans la ville de Lublin comme au poste de Medyka, les personnes engagées dans des services humanitaires semblaient alors plus nombreuses que les Ukrainiens de passage.

## Racisme et solidarité internationale

Bien que l'élan solidaire fût largement majoritaire, des expressions de rejet sont également perceptibles. Comme souvent, l'aide apportée aux étrangers est comparée à la relégation sociale d'une partie des nationaux. À Lublin, on entend dans la population locale des protestations concernant l'accès gratuit des réfugiés aux services municipaux et des rumeurs circulent : « *I heard that a Ukrainian girl wanted to get a manicure for free* »<sup>24</sup>, nous dit la gérante d'un restaurant. Il semble que le sentiment nationaliste polonais soit ravivé par la circulation de personnes parlant russe dans les rues et par l'affichage de messages de bienvenue en cyrillique. Ainsi, sur une exposition photo montrant l'organisation de l'accueil à la frontière à Bialystok,

---

23 Entretien numéro 2.9, 12 juillet 2022, Lublin.

24 Entretien numéro 2.7, 10 juillet 2022, Kruszyńiany.

on aperçoit une croix gravée sur le symbole ukrainien cousu sur le chapeau d'un enfant (cf. Photographie 5).

Photographie 5 : Campagne de sensibilisation pour l'accueil des Ukrainiens à Białystok



Crédit : G. Breda, 08 juillet 2022, Białystok.

En réponse à ces tendances minoritaires, la police locale distribue des flyers expliquant comment les personnes réfugiées peuvent contacter la police en cas de besoin. L'attitude des autorités concernant ces manifestations d'hostilité contraste fortement avec la situation plus au nord.

Lors de discussions avec des travailleurs humanitaires, dont certains ont fait l'expérience de la frontière biélorusse, ces derniers sourient amèrement en illustrant par de nombreux exemples le contraste entre les deux frontières. S'ils sont heureux de la mobilisation internationale orchestrée autour de la situation ukrainienne, ils regrettent la partialité de cette générosité. Les activistes qui ont œuvré dans les deux régions en sont choqués :

*« On the Ukrainian borders they had it all: Clothes, food, toys, veterinarians checking the pets, border guards with big smiles taking children and families to reception centers: The festival of welcoming. On the other, refugee children were pushed-back... it was really schizophrenic. »<sup>25</sup>*

L'un d'eux, embauché par l'OIM à Medyka après avoir agi dans la clandestinité pendant plusieurs mois aux abords de la zone rouge, se dit rassuré de travailler dans un environnement beaucoup moins stressant, tout en restant fidèle à ses valeurs altruistes. Conscient malgré tout de l'inégalité de traitement envers des personnes qui toutes sont dans le besoin, il entend réintroduire de la cohérence en se projetant sur l'avenir :

*« Here I am learning about humanitarian work, which I can then use to serve all foreigners. »<sup>26</sup>*

Il est toutefois important de noter que, même à la frontière ukrainienne, la solidarité n'est pas distribuée de façon égale à toutes les personnes fuyant la guerre. Dès le début du conflit, celles marquées d'un point bleu clair par les gardes-frontières, de nationalité non ukrainienne, sont bien plus souvent bloquées du côté ukrainien, renvoyées systématiquement en fin de queue. Le tri entre les personnes racisées et les autres, documenté par de nombreuses associations, saute aux yeux des volontaires sur place. Une représentante de Fundacji Ocalenie raconte :

*« In Medyka there were thousands of black students and refugees standing outside in the snow for five days with no food. Nobody is helping them so we went with a bus and we manage to help some of them. Why is that? Why they act like this? This government is racist! One of the ministers said that Ukrainian women and children*

---

25 Entretien numéro 2.4, 8 juillet 2022, Varsovie.

26 Entretien numéro 2.11, 13 juillet 2022, Medyka.

*had to be cleared at the border first. Black people had to go at the end of the queue, waiting for days, and got the same treatment from Ukrainians border guards. »<sup>27</sup>*

Ainsi, le tri opéré à l'entrée du pays était ouvertement discriminant : seules les personnes de nationalité ukrainienne étaient accueillies à bras ouverts ; les autres, beaucoup d'étudiantes et étudiants africains et asiatiques, des réfugiés ou des immigrés vivant en Ukraine depuis longtemps, qui ne craignaient pas moins les violences russes, étaient maintenues hors de Pologne autant que possible. Bien que la loi permette d'accorder la protection temporaire à tout résident permanent, demandeur d'asile ou réfugié politique, celle-ci ne fut accordée systématiquement qu'aux citoyens ukrainiens.

Si la plupart d'entre eux et elles ont finalement réussi à entrer en Pologne et éventuellement à rejoindre d'autres pays d'Europe, leur accueil n'a pas été sans embûches.

## Conclusion

Enquêter sur la situation polonaise et ses contrastes permet de mettre en exergue le rôle géopolitique aujourd'hui joué par les migrations internationales. Qu'il s'agisse, comme l'a fait le président biélorusse, d'instrumentaliser la question migratoire pour en faire une *arme hybride* dans un contexte conflictuel ; ou au contraire d'accueillir à bras ouverts les ressortissants d'un pays allié, la gestion des personnes en mobilité est devenue un outil au service des relations de pouvoir entre les États. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que ceux et celles qui s'opposent aux pratiques institutionnelles soient considérés comme des ennemis de l'État, les contraignant à agir dans l'ombre, en dissidents.

Dans ce contexte, le cas polonais révèle également les logiques racistes qui président aux politiques migratoires européennes. Au-delà du rôle géostratégique qu'on leur fait jouer, les migrantes et migrants ukrainiens ne semblent pas être perçus par les populations européennes comme une menace, fussent-ils plus d'1 million, ce qui autorise les divers gouvernements à les accueillir sans compter, tandis que les personnes venues d'Afrique ou d'Asie, inscrites dans un rapport postcolonial avec l'Occident, sont massivement rejetées par une opinion publique de longue date travaillée en ce sens.

---

27 Entretien numéro 2.4, 8 juillet 2022, Varsovie.

Les observations menées aux confins de la Pologne et de l'Europe témoignent ainsi des effets de la conjonction de l'instrumentalisation politique de la question migratoire sur la scène internationale et du racisme au sein des pays européens, sur l'expérience des personnes en mobilité vers l'UE et de celles qui leur portent assistance.

## Références bibliographiques

Amilhat-Szary Anne-Laure and Giraut Frédéric (2015) *Borderities and the Politics of Contemporary Mobile Borders*, London, Palgrave Macmillan.

Amnesty International (2022) *Poland: cruelty not compassion, at Europe's other borders*, [online] accessed on 17/02/2022. URL: <https://www.amnesty.org/en/documents/eur37/5460/2022/en/>

Barth Frederik (1969) *Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference*, Bergen, Universitetsforlaget.

Bassi Marie (2015) Politiques de contrôle et réalités locales : le cas du centre d'accueil (pour demandeurs d'asile) de Mineo en Sicile, *L'Espace Politique*, no 25, [en ligne] consulté le 17/09/2024 <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3354>

Belkacem Lila, Direnberger Lucia, Hammou Karim et Zoubir Zacharias (2019) Prendre au sérieux les recherches sur les rapports sociaux de race, *Mouvements*, [en ligne] consulté le 12/02/2019. URL : <https://mouvements.info/prendre-au-serieux-les-recherches-sur-les-rapports-sociaux-de-race/>

Bigo Didier (2005) From Foreigners to 'Abnormal Aliens': How the Faces of the Enemy Have, Changed Following September the 11th, in Elspeth Guild and Joanne Van Selm Eds., *International Migration and Security: Opportunities and Challenges*, London, Routledge, pp. 64-81.

Bigo Didier et Guild Elspeth (2003) Le visa : instrument de la mise à distance des « indésirables », *Cultures & Conflits*, 49, pp. 82-95.

Bioteau Emmanuel et Michalon Bénédicte (2008) L'élargissement de l'Union européenne à l'Est : Bruxelles au défi des relations transfrontalières, *Géococonfluences*, [en ligne]. URL : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/frontier/FrontScient7.htm#citationMetadata>

Boswell Christina (2003) The "external dimension" of EU immigration and asylum policy, *International Affairs*, 79 (3), pp. 619-638.

Buzan Barry (1991) *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, London, Pearson Education Limited.

Callovi Giuseppe (2004) L'européanisation des politiques migratoires de l'Union européenne, *Rencontres du CEDEM, 11 février 2004*, [en ligne]. URL : <http://labos.ulg.ac.be/wp-content/uploads/sites/14/2015/02/6.pdf>

Cantat Céline (2021) La politique migratoire du groupe de Visegrád : une anomalie morale au sein de l'Union européenne ?, *Migrations Société*, 4 (186), pp. 57-74.

Cantat Céline (2015) *Contesting Europeanism: Discourses and Practices of Pro-Migrant Organisations in the European Union*, PhD Thesis in Social Sciences, London, University of East London.

Cuttitta Paolo (2014) "Borderizing" the Island Setting and Narratives of the Lampedusa "Border Play", *An International Journal for Critical Geographies*, 13 (2), pp. 196-219.

De Genova Nicholas (2013) Spectacles of migrant "illegality": the scene of exclusion, the obscene of inclusion, *Ethnic and racial studies*, 36 (7), pp. 1180-1198.

De Genova Nicholas (2002) Migrant "illegality" and deportability in everyday life, *Annual review of anthropology*, 31, pp. 419-447.

Duez Denis (2008) *L'Union européenne et l'immigration clandestine. De la sécurité intérieure à la construction de la communauté politique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.

El Miri Mustapha, Mercier Delphine et Dorai Kamel (2023) *Comment l'Europe a sous-traité « l'encampement » des réfugiés syriens au Moyen-Orient*, Paris, Le Bord de l'eau.

Fassin Didier (2010) *Les nouvelles frontières de la société française*, Paris, La Découverte.

Gammeltoft-Hansen Thomas and Nyberg Sørensen Ninna (2013) *The Migration Industry and the Commercialization of International Migration*, London, Routledge.

George Bruce and Button Mark (2001) Private Sector Detention Services, in Bruce George and Button Mark Eds., *Private Security*, Leicester, Perpetuity Press.

Giliberti Luca (2018) La militarisation de la frontière franco-italienne et le réseau de solidarité avec les migrants dans la Vallée de la Roya *Mouvements*, no 1, pp.149-155.

Giliberti Luca e Potot Swanie eds (2021a) Incursioni, Migrazioni, frontiere, solidarietà, *Mondi Migranti*, 3, pp.

Giliberti Luca e Potot Swanie (2021b) Verso i solidarity studies: nuove prospettive di ricerca su migrazioni e frontiere, *Mondi migranti*, 3, pp. 25-41.

Kicinger Anna and Weinar Agnieszka (2007a) *State of the Art of the Migration Research in Poland*, CEFMR Working Paper, [online]. URL: [http://www.cefmr.pan.pl/docs/cefmr\\_wp\\_2007-01.pdf](http://www.cefmr.pan.pl/docs/cefmr_wp_2007-01.pdf)

Kicinger Anna, Weinar Agnieszka and Górný Agata (2007b) Advanced yet uneven: The Europeanization of Polish immigration policy, in Thomas Faist and Andreas Ette Eds., *The Europeanization of national policies and politics of immigration: Between autonomy and the European Union*, London, Palgrave Macmillan UK, pp. 181-200.

Klaus Witold (2020) Between closing borders to refugees and welcoming Ukrainian workers, Elżbieta M. Goździak, Izabella Main and Brigitte Suter Eds., *Europe and the Refugee Response*, London, Routledge, pp. 74-87.

Lendaro Annalisa (2018) Désobéir en faveur des migrants. Répertoires d'action à la frontière franco-italienne *Journal des anthropologues*, no 152-153 (avril), 171-92.

Mezzadra Sandro (2004) Confini Migrazioni Cittadinanza, *Scienza & Politica*, 30, pp. 83-91.

Mezzadra Sandro and Neilson Brett (2013) *Border as Method, or, the Multiplication of Labor*, Durham, Duke University Press.

Pasieka Agnieszka (2014) Neighbors: About the multiculturalization of the Polish past, *East European Politics and Societies*, 28 (1), pp. 225-251.

Piekut Aneta, Mayblin Lucy and Valentine Gill (2014) "Other" Posts in "Other" Places: Poland through a Postcolonial Lens?, *Sociology*, 50 (1), URL: <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0038038514556796>

Pietrusińska Marta (2022) "People From the Forest": Discourse About Migrants in the Narratives of NGO Workers and Activists Involved in the Humanitarian Crisis at the Polish-Belarusian Border, *Sprawy Narodowościowe*, 54, pp. 1-17.

Podgórska Karolina, Jekaterynczuk Andrzej, Yarosh Oksana, et al. (2024) Support for Ukrainian refugees after Russia's invasion of Ukraine: aid structure and resilience factors. Case studies of Lublin and Lutsk. *European Societies*, 24 - 2, pp. 1-25.

Potel Jean-Yves (2009) Les croyances antisémites dans la Pologne contemporaine, *La Vie des idées*, [en ligne] consulté le 12/07/2022. URL : <https://laviedesidees.fr/Les-croyances-antisemites-dans-la>

Rodier Claire et Morice Alain (2010) Comment l'Union européenne enferme ses voisins, *Le Monde diplomatique*, 1 juin, pp.16-17.

Rumford Charles (2008) *Citizens and Borderwork in Contemporary Europe*, London, Routledge.

Streiff-Fenart Jocelyne (2018) Pour en finir avec la moralisation de la question migratoire, *Mouvements*, 1 (93), pp. 13-21.

Tassin Louise (2014) Accueillir les indésirables. Les habitants de Lampedusa à l'épreuve de l'enfermement des étrangers, *Genèses*, 3 (96), pp. 110-131.

Tenenbaum Elie (2015) *Le piège de la guerre hybride*, Institut Français des Relations Internationales, [en ligne]. URL : <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/focus-strategique/piege-de-guerre-hybride>

Tokarska-Bakir Joanna (2008) *Legendy o krwi: antropologia przesądu: z cyklu Obraz osobliwy*, Varsovie, Wydawn WAB.

Van Houtum Henk and Van Naerssen Ton (2002) Bordering, Ordering and Othering, *Journal of Economic and Social Geography*, 93 (2), pp. 125-136.

Zincone Giovanna and Caponio Tiziana (2006) The Multilevel Governance of Migration, in Rinus Penninx, Maria Berger and Karen Kraal Eds., *The Dynamics of International Migration and Settlement in Europe: A State of the Art*, Amsterdam, Amsterdam University Press, pp. 269-304.

Zolberg Aristide R. (1999) Matters of State: Theorizing Immigration Policy, in Charles Hirscham, Philip Kasinitz and Joshua DeWind Eds, *The Handbook of International Migration: The American Experience*, New York, Russell Sage Foundation, pp. 71-93.